



Pour resserrer l'emprise des Etats-Unis sur l'Europe: Ukraine, nouveau Rideau de Fer.

Par [Diana Johnstone](#)

Mondialisation.ca, 11 juin 2014

counterpunch.org

Région : [Russie et CEI](#)
Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Les dirigeants de l'OTAN sont actuellement en train de se livrer à une mascarade en Europe qui vise à ériger un nouveau rideau de fer entre la Russie et l'Occident.

Avec une étonnante unanimité, les dirigeants de l'OTAN feignent d'être surpris par des événements qu'ils avaient planifiés des mois à l'avance. Des événements qu'ils ont délibérément déclenchés sont présentés comme une « agression russe » soudaine, imprévue et injustifiée. Les États-Unis et l'Union européenne se sont lancés dans une provocation agressive en Ukraine dont ils savaient qu'elle forcerait la Russie à réagir de manière défensive, d'une façon ou d'une autre.

Ils ne pouvaient pas savoir exactement comment le président russe Vladimir Poutine réagirait lorsqu'il verrait que les États-Unis étaient en train de manipuler les conflits politiques en Ukraine pour installer un gouvernement pro-occidental décidé à rejoindre l'OTAN. Il ne s'agissait pas d'une simple question de « sphère d'influence » dans le « voisinage immédiat » de la Russie, mais d'une question de vie ou de mort pour la marine russe, ainsi que d'une grave menace à sa sécurité nationale sur ses frontières.

Un piège a ainsi été tendu à Poutine. Quoi qu'il fasse, il serait perdant. Soit il ne réagirait pas assez, et trahirait les intérêts nationaux fondamentaux de la Russie, en permettant à l'OTAN de positionner ses forces hostiles dans une position d'attaque idéale.

Soit il réagirait de manière excessive, en envoyant des forces russes envahir l'Ukraine. L'Occident y était préparé, prêt à hurler que Poutine était « *le nouvel Hitler* », sur le point d'envahir une pauvre Europe sans défense qui ne pouvait être sauvée (une fois de plus) que par ces généreux Américains.

En réalité, la réponse défensive russe était une solution intermédiaire très raisonnable. Grâce au fait que l'écrasante majorité des habitants de la Crimée se sentait Russe, ayant été des citoyens russes jusqu'à ce que Khrouchtchev attribue de façon frivole ce territoire à l'Ukraine en 1954, une solution pacifique et démocratique fut trouvée. Les Criméens ont voté pour leur retour à la Russie lors d'un référendum qui était parfaitement légal selon le droit international, mais en violation de la Constitution de l'Ukraine, laquelle était alors en lambeaux, ayant juste été violée par le renversement du président dûment élu du pays, Victor Ianoukovitch, renversement facilité par des milices violentes. Le changement de statut de la Crimée a été obtenu sans effusion de sang, par les urnes.

Néanmoins, les cris d'indignation de l'Ouest furent tout aussi hystériques et agressifs que si

Poutine avait réagi de façon excessive et soumis l'Ukraine à une campagne de bombardement à l'américaine, ou avait carrément envahi le pays – chose qu'on attendait peut-être de sa part.

Le Secrétaire d'Etat américain John Kerry a dirigé le chœur d'indignation des bien-pensants en accusant la Russie de choses dont son propre gouvernement est coutumier. « *On ne peut pas envahir un autre pays sous un prétexte bidon pour faire valoir ses intérêts. Il s'agit d'un acte d'agression sous des prétextes montés de toutes pièces* », pontifia Kerry. « *C'est vraiment un comportement du 19e siècle au 21e siècle* ». Au lieu de rire face à cette hypocrisie, les médias, politiciens et commentateurs américains ont repris avec zèle le thème de l'agression expansionniste inacceptable de Poutine. Les Européens, obéissants, leur ont faiblement fait écho.

Tout avait été planifié à Yalta

En septembre 2013, l'un des plus riches oligarques de l'Ukraine, Viktor Pinchuk, finança une conférence stratégique d'élites sur l'avenir de l'Ukraine qui s'est déroulée dans le même Palais à Yalta, en Crimée, où Roosevelt, Staline et Churchill s'étaient réunis pour décider de l'avenir de l'Europe en 1945. Parmi les médias spécialisés qui rendaient compte de cette conférence, largement ignorée par les médias de masse, *The Economist*, écrivit de cette « *démonstration de diplomatie féroce* » que : « *L'avenir de l'Ukraine, un pays de 48 millions d'habitants, et de l'Europe se décidait en temps réel.* » Parmi les participants se trouvaient Bill et Hillary Clinton, l'ancien chef de la CIA le général David Petraeus, l'ancien secrétaire américain au Trésor, Lawrence Summers, l'ancien président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, le ministre suédois des Affaires étrangères Carl Bildt, Shimon Peres, Tony Blair, Gerhard Schröder, Dominique Strauss-Kahn, Mario Monti, le président lituanien Dalia Grybauskaitė, l'influent ministre des Affaires étrangères polonais, Radek Sikorski. Tant le président Viktor Ianoukovitch, renversé cinq mois plus tard, que son successeur récemment élu Petro Porochenko étaient présents. L'ancien secrétaire à l'énergie américain, Bill Richardson était là pour parler de la révolution du gaz de schiste que les États-Unis espèrent utiliser pour remplacer les réserves de gaz naturel de la Russie et ainsi affaiblir cette dernière. Le centre de la discussion portait sur « *l'Accord de libre-échange approfondi et complet* » (ALEAC) entre l'Ukraine et l'Union européenne, et la perspective de l'intégration de l'Ukraine à l'Occident. Le ton général était euphorique devant la perspective de briser les liens de l'Ukraine avec la Russie en faveur de l'Occident.

Une conspiration contre la Russie ? Pas du tout. Contrairement à Bilderberg, les délibérations ici n'étaient pas tenues secrètes. Face à plus d'une dizaine de personnalités américaines de haut niveau et un large échantillon de l'élite politique européenne se trouvait un conseiller de Poutine nommé Sergueï Glaziev, qui a clairement explicité la position de la Russie.

Glaziev a introduit une dose de réalisme politique et économique dans la conférence. *Forbes* a rendu compte à l'époque de la « *différence frappante* » entre les points de vue russes et occidentaux « *non pas sur l'opportunité de l'intégration de l'Ukraine avec l'UE, mais plutôt sur son impact probable.* » Contrairement à l'euphorie de l'Ouest, le point de vue russe était fondé sur des « *critiques économiques très précises et pointues* » sur l'impact de l'accord sur l'économie de l'Ukraine, en notant que l'Ukraine souffrait d'un énorme déficit extérieur, financé par des emprunts à l'étranger, et que l'augmentation substantielle d'importations de l'Occident qui résulterait de l'accord ne pouvait que faire gonfler le déficit. L'Ukraine « *soit se retrouvera en cessation de paiements, soit devra être*

renflouée par un important plan de sauvetage ».

Le journaliste de *Forbes* a conclu que « *la position de la Russie est beaucoup plus proche de la vérité que les belles paroles émanant de Bruxelles et de Kiev.* »

Quant à l'impact politique, Glazyev a souligné que la minorité russophone dans l'Est de l'Ukraine pourrait être incitée à diviser le pays en signe de protestation contre la rupture des liens avec la Russie, et que la Russie serait légalement en droit de les soutenir, selon le *Times* de Londres.

En bref, lors de la planification de l'intégration de l'Ukraine dans la sphère occidentale, les dirigeants occidentaux étaient parfaitement conscients que cette initiative entraînerait de sérieux problèmes avec les Ukrainiens russophones, et avec la Russie elle-même. Plutôt que de chercher à trouver un compromis, les dirigeants occidentaux ont décidé d'aller de l'avant et de condamner la Russie pour tout ce qui pouvait mal tourner. La première chose qui a mal tourné fut la reculade de M. Ianoukovitch devant la perspective d'un effondrement économique qui serait impliqué par l'accord commercial avec l'Union européenne. Il a repoussé la signature, dans l'espoir d'obtenir de meilleures conditions. Puisque rien de tout cela n'avait été expliqué clairement à la population ukrainienne, des protestations indignées s'ensuivirent, qui ont été rapidement exploitées par les États-Unis... contre la Russie.

L'Ukraine, comme pont... ou comme talon d'Achille

L'Ukraine, un terme qui signifie frontière, est un pays sans frontières historiques clairement définies qui a été étendu à la fois trop à l'Est et trop à l'Ouest. L'Union soviétique était responsable de cette situation, mais l'Union soviétique n'existe plus, et le résultat est un pays sans identité unifiée et qui pose problème pour lui-même et pour ses voisins.

Il a été étendu trop à l'Est, en intégrant un territoire qui pourrait tout aussi bien appartenir à la Russie, dans le cadre d'une politique générale visant à distinguer l'URSS de l'empire tsariste, par l'élargissement de l'Ukraine au détriment de sa composante russe et pour démontrer ainsi que l'Union soviétique était vraiment une union entre des républiques socialistes égales. Tant que toute l'Union soviétique était gérée par une direction communiste, ces frontières n'avaient pas trop d'importance.

Le territoire de l'Ukraine a été étendu trop à l'Ouest à la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'Union soviétique victorieuse a déplacé la frontière de l'Ukraine pour y inclure les régions de l'Ouest, dominées par la ville diversement nommée Lviv, Lwow, Lemberg ou Lvov, selon qu'elle appartenait à la Lituanie, la Pologne, l'Empire des Habsbourg ou l'URSS, régions qui sont devenues un foyer de sentiments anti-russes. Cela fut sans doute conçu comme une mesure défensive, pour neutraliser des éléments hostiles, mais cela a créé cette nation fondamentalement divisée qui constitue aujourd'hui une mare d'eaux troubles parfaite pour des puissances hostiles qui veulent venir y pêcher.

L'article de *Forbes* précité soulignait que : « *Au cours de la majeure partie des cinq dernières années, l'Ukraine jouait à un double jeu, en racontant à l'UE qu'elle était intéressée par la signature de l'ALEAC tout en racontant aux Russes qu'elle était intéressée à se joindre à l'union douanière* ». Soit Ianoukovitch n'arrivait pas à se décider, soit il essayait d'obtenir le maximum de chaque côté, en faisant monter les enchères. Quoi qu'il en soit, il n'a jamais été « l'homme de Moscou », et sa chute doit beaucoup sans doute au fait qu'il a joué sur deux registres opposés, un jeu dangereux.

On peut néanmoins affirmer qu'il fallait quelque chose qui jusqu'à présent semblait faire totalement défaut en Ukraine : une direction reconnaissant la nature divisée du pays et œuvrant avec diplomatie pour trouver une solution capable de satisfaire les populations locales et leurs liens historiques avec l'Occident catholique et la Russie. En bref, l'Ukraine pourrait être un pont entre l'Orient et l'Occident - ce qui, d'ailleurs, était précisément la position russe. La position de la Russie n'a pas été de diviser l'Ukraine, encore moins de la conquérir, mais de faciliter son rôle de pont. Cela impliquerait un degré de fédéralisme, d'administration locale, qui, jusqu'ici, fait entièrement défaut dans ce pays, avec les gouverneurs locaux non pas élus mais nommés par le gouvernement central à Kiev. Une Ukraine fédérale pourrait à la fois développer des relations avec l'UE et maintenir ses relations économiques vitales (et rentables) avec la Russie.

Mais un tel arrangement nécessiterait que l'Occident soit prêt à coopérer avec la Russie. Les États-Unis ont ouvertement opposé leur veto à cette possibilité, préférant exploiter la crise afin de marquer au fer rouge la Russie comme étant « l'ennemi ».

Plan A et Plan B

La politique étatsunienne, déjà évidente lors de la réunion de septembre 2013 à Yalta, a été mise en œuvre sur le terrain par Victoria Nuland, ancienne conseillère de Dick Cheney, vice-ambassadrice à l'OTAN, porte-parole de Hillary Clinton et épouse du théoricien néo-conservateur Robert Kagan. Son rôle de premier plan dans les événements en Ukraine prouve que l'influence des néo-conservateurs au Département d'État, établie sous Bush II, a été maintenue par Obama, dont la seule contribution visible au changement de la politique étrangère a été la présence d'un homme d'origine africaine à la présidence, présence calculée pour démontrer au monde entier les vertus multiculturelles des États-Unis. Comme la plupart des présidents récents, Obama est là en tant que vendeur temporaire des politiques formulées et exécutées par d'autres.

Comme Victoria Nuland s'en est vantée à Washington, depuis la dissolution de l'Union soviétique en 1991, les États-Unis ont dépensé cinq milliards de dollars pour gagner de l'influence politique en Ukraine (c'est ce qu'on appelle « la promotion de la démocratie »). Cet investissement n'est pas « pour le pétrole », ni pour obtenir un avantage économique immédiat. Les principaux motifs en sont géopolitiques, parce que l'Ukraine est le talon d'Achille de la Russie, le territoire ayant le plus grand potentiel pour causer des ennuis à la Russie.

Ce qui a attiré l'attention du public sur le rôle de Victoria Nuland dans la crise ukrainienne fut son emploi d'un vilain mot, lorsqu'elle dit à l'ambassadeur des États-Unis, « *Fuck the UE* ». Mais l'agitation autour de son mauvais langage a voilé ses mauvaises intentions. La question était de savoir qui allait arracher le pouvoir des mains du président élu Viktor Ianoukovitch. Le choix de la chancelière allemande Angela Merkel portait sur l'ancien boxeur Vitaly Klitschko. La rebuffade grossière de Nuland signifiait que c'étaient les États-Unis, et non pas l'Allemagne ni l'Union européenne, qui allaient choisir le prochain chef, et ce ne serait pas Klitschko, mais « Yats ». Et en effet ce fut Yats, Arseni Iatseniouk, un technocrate de seconde zone soutenu par les États-Unis et connu pour son enthousiasme pour les politiques d'austérité du FMI et pour l'adhésion à l'OTAN, qui a obtenu le poste. Ce qui a abouti à la mise en place d'un gouvernement parrainé par les États-Unis, soutenu dans les rues par une milice fasciste avec peu de poids électoral mais beaucoup d'agressivité armée, qui a organisé l'élection du 25 mai, dont la zone russophone de l'est a été largement exclue.

Le plan A du putsch de Victoria Nuland était probablement d'installer, et rapidement, un gouvernement à Kiev qui adhérerait à l'OTAN, permettant ainsi aux États-Unis de prendre possession de la base navale de la mer Noire, à Sébastopol en Crimée, base indispensable pour la Russie. La réintégration de la Crimée à la Russie fut un mouvement défensif nécessaire de Poutine pour l'empêcher.

Mais la tactique de Nuland était en fait un stratagème pour gagner sur tous les tableaux. Si la Russie ne réussissait pas à se défendre, elle risquait de perdre la totalité de sa flotte sud – une catastrophe nationale absolue. D'autre part, si la Russie réagissait, ce qui était le plus probable, les États-Unis remportaient une victoire politique, ce qui était peut-être l'objectif principal de Nuland. Le mouvement totalement défensif de Poutine fut dépeint par les grands médias occidentaux, en écho aux dirigeants politiques, comme une manifestation gratuite de « l'expansionnisme russe », que la machine de propagande compara à Hitler s'emparant de la Tchécoslovaquie et la Pologne.

Ainsi, une provocation flagrante de l'Ouest, en exploitant la confusion politique ukrainienne contre une Russie fondamentalement sur la défensive, a réussi de manière surprenante à produire un changement total dans l'air du temps, changement artificiellement produit par les médias occidentaux. Soudain, on nous dit que « l'Occident épris de liberté » est confronté à la menace de « l'expansionnisme agressif russe ». Il y a trente ans, les dirigeants soviétiques ont cédé la boutique, en ayant l'illusion qu'un renoncement pacifique de leur part pourrait conduire à un partenariat amical avec l'Occident, et en particulier avec les États-Unis. Mais ceux qui aux États-Unis n'ont jamais voulu mettre fin à la guerre froide sont en train de prendre leur revanche. Peu importe le « communisme » ; si, au lieu de préconiser la dictature du prolétariat, le leader actuel de la Russie est tout simplement un peu vieux jeu, les médias occidentaux sauront en faire un monstre. Les États-Unis ont besoin d'un ennemi pour pouvoir en sauver le monde.

Le retour du racket de la « Protection »

Mais tout d'abord, les États-Unis ont besoin de l'ennemi russe pour « sauver l'Europe », ce qui est une autre manière de dire « afin de continuer à dominer l'Europe ». Les décideurs à Washington semblaient inquiets que la focalisation d'Obama sur l'Asie et la négligence de l'Europe pourraient affaiblir le contrôle des États-Unis sur ses alliés de l'OTAN. Les élections du 25 Mai au Parlement européen ont révélé une grande désaffection à l'égard de l'Union européenne. Cette désaffection, notamment en France, est liée à une prise de conscience croissante que l'UE, loin d'être une alternative potentielle aux États-Unis, est en réalité un mécanisme qui verrouille les pays européens dans une mondialisation définie par les États-Unis, les soumettant au déclin économique et à la politique étrangère étatsunienne, y compris les guerres.

L'Ukraine n'est pas la seule entité qui a été trop étendue. L'UE aussi. Avec 28 membres de différentes langues, cultures, histoires et mentalités, l'UE n'est pas en mesure de s'entendre sur une politique étrangère autre que celle imposée par Washington. L'extension de l'UE aux anciens satellites d'Europe de l'Est a totalement détruit toute possibilité de consensus profond entre les pays de la Communauté économique d'origine : France, Allemagne, Italie et les pays du Benelux. La Pologne et les pays baltes voient l'adhésion à l'UE comme utile, mais leurs cœurs sont en Amérique – où beaucoup de leurs dirigeants les plus influents ont été éduqués et formés. Washington est en mesure d'exploiter l'anti-communisme, les sentiments anti-russes et même la nostalgie pro-nazie de l'Europe du nord-est pour lancer la fausse alarme « les Russes arrivent ! » afin de gêner le partenariat économique grandissant

entre l'ancienne UE, notamment l'Allemagne, et la Russie.

La Russie n'est pas une menace. Mais pour les russophobes bruyants dans les Etats baltes, l'Ukraine occidentale et la Pologne, l'existence même de la Russie est une menace. Encouragée par les États-Unis et l'OTAN, cette hostilité endémique constitue la base politique pour un nouveau « rideau de fer » destiné à atteindre l'objectif énoncé en 1997 par Zbigniew Brzezinski dans *Le grand échiquier* : garder le continent eurasiatique divisé afin de perpétuer l'hégémonie mondiale des États-Unis. L'ancienne guerre froide a servi à cela, en cimentant la présence militaire des États-Unis et leur influence politique en Europe occidentale. Une nouvelle guerre froide peut empêcher l'influence américaine d'être diluée par de bonnes relations entre l'Europe occidentale et la Russie.

Obama est venu en Europe en brandissant la promesse de « protéger » l'Europe, en installant des troupes dans des régions aussi proches que possible de la Russie, tout en ordonnant en même temps à la Russie de retirer ses propres troupes, sur son propre territoire, encore plus loin de l'Ukraine troublée. Cela semble destiné à humilier Poutine et à le priver de soutien politique chez lui, au moment où des protestations s'amplifient dans l'Est de l'Ukraine contre le leader russe, où on lui reproche d'avoir abandonné les habitants de cette région aux tueurs envoyés par Kiev.

Pour resserrer l'emprise des États-Unis sur l'Europe, les États-Unis utilisent cette crise artificielle pour exiger que leurs alliés endettés dépensent encore plus pour la « défense », notamment par l'achat de systèmes d'armes américains. Bien que les États-Unis soient encore loin d'être en mesure de répondre aux besoins énergétiques de l'Europe avec leur gaz de schiste, cette perspective est saluée comme un substitut aux ventes de gaz naturel russe - stigmatisées comme un « moyen d'exercer une pression politique », pressions dont les hypothétiques ventes de gaz US seraient innocentes. Des pressions sont exercées sur la Bulgarie et même la Serbie pour bloquer la construction du gazoduc *South Stream* qui acheminera le gaz russe vers les Balkans et l'Europe du Sud.

Les Pions en Normandie

Aujourd'hui, le 6 Juin, le soixante-dixième anniversaire du débarquement donne lieu en Normandie à une gigantesque célébration de la domination américaine, avec Obama menant le bal du gratin des dirigeants européens. Les derniers des vieux soldats et aviateurs survivants présents sont comme les fantômes d'une ère plus innocente lorsque les États-Unis n'étaient qu'au début de leur nouvelle carrière de maîtres du monde. Les survivants sont réels, mais le reste n'est que mascarade. La télévision française est noyée dans les larmes de jeunes villageois en Normandie qui ont appris que les États-Unis étaient une sorte d'Ange Gardien qui a envoyé ses garçons mourir sur les plages de Normandie par pur amour pour la France. Cette image idéalisée du passé est implicitement projetée sur l'avenir. En soixante-dix ans, la guerre froide, la narration de la propagande dominante et surtout Hollywood ont convaincu les Français, et la plupart des gens en Occident, que le Jour-J fut le point tournant qui a gagné la Seconde Guerre mondiale et sauvé l'Europe de l'Allemagne nazie.

Vladimir Poutine est arrivé à la célébration, où il a été minutieusement ignoré par Obama, arbitre auto-proclamé de la vertu. Les Russes rendent hommage à l'opération Jour-J qui a libéré la France de l'occupation nazie, mais ils - et les historiens - savent ce que la majorité de l'Occident a oublié : que la Wehrmacht fut défaite de façon décisive non pas par le débarquement de Normandie, mais par l'Armée rouge. Si le gros des forces allemandes

n'avait pas été enlisé dans une guerre déjà largement perdue sur le front de l'Est, personne ne célébrerait le jour J comme il l'est aujourd'hui.

On entend dire que Poutine est « le meilleur joueur d'échecs », qui a remporté la première partie de la crise ukrainienne. Il a sans doute fait de son mieux, dans une crise qu'on lui a imposé. Mais les États-Unis ont des rangs entiers de pions que Poutine n'a pas. Et il ne s'agit pas uniquement d'un jeu d'échecs, mais d'un jeu d'échecs combiné avec du poker associé à la roulette russe. Les États-Unis sont prêts à prendre des risques que les dirigeants russes plus prudents préfèrent éviter ... aussi longtemps que possible.

Peut-être l'aspect le plus extraordinaire de la comédie actuelle est la servilité des « anciens » Européens. Ayant apparemment abandonné toute la sagesse européenne accumulée, apprise des guerres et des tragédies, et même inconscients de leurs propres intérêts, les dirigeants européens d'aujourd'hui montrent une obéissance qui suggère que la libération de 1945 était en fin de compte une conquête qui perdure.

Est-ce que la présence en Normandie d'un dirigeant russe à la recherche de la paix peut faire une différence ? Il suffirait que les médias de masse disent la vérité, et que l'Europe produise des dirigeants raisonnablement sages et courageux, pour que toute la machine de guerre factice perde de son éclat, et que la vérité commence à percer. Une Europe en paix est toujours possible, mais pour combien de temps encore ?

Diana Johnstone

Article original en anglais :



[Tightening the U.S. Grip on Western Europe: Washington's Iron Curtain in Ukraine](#)

Traduction: VD pour le Grand Soir

Diana Johnstone est l'auteure de *La croisade des fous : Yougoslavie, première guerre de la mondialisation*. Elle peut être contactée à diana.johnstone@wanadoo.fr

La source originale de cet article est counterpunch.org

Copyright © Diana Johnstone, counterpunch.org, 2014

Articles Par : [Diana Johnstone](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca